



FLASH DE CONJONCTURE



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE

FIN OCTOBRE 2021 - N°7/2021 Union – Discipline - Travail

SYNTHÈSE

Au niveau mondial, l'activité économique poursuit sa relance observée depuis le début de l'année. Toutefois, cette dynamique est perturbée par l'apparition de nouveaux variants du coronavirus plus contagieux.

Au niveau national, l'activité économique tire profit d'un environnement des affaires favorable consécutif à l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, de l'exécution des grands projets d'infrastructures publics ainsi que de la poursuite des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages. Au troisième trimestre 2021 et en rythme trimestriel, la compétitivité de l'économie ivoirienne s'est améliorée après des pertes de compétitivité consécutives sur les huit (8) trimestres précédents.

Sur les dix premiers mois de l'année 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, l'activité économique poursuit sa progression, bénéficiant du dynamisme de l'agriculture d'exportation, de la reprise du secteur tertiaire et de la bonne orientation de l'activité industrielle. En ce qui concerne l'indicateur avancé du BTP, il ressort en baisse à fin septembre 2021, mais devrait se redresser au dernier trimestre, profitant de l'accélération de l'exécution des grands projets d'investissements publics.

Les tensions sur les prix à la consommation persistent, en dépit d'une décélération du rythme de progression en glissement annuel enregistrée au mois d'octobre 2021. La hausse des prix s'explique principalement par les chocs intervenus sur l'offre de produits vivriers, de produits maraichers et de viandes.

La situation des finances publiques est marquée par un accroissement conjugué des recettes totales et dons (18,9%) et des dépenses totales et prêts nets (4,5%) comparés à leur niveau d'octobre 2020. Il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 1 053,2 milliards de FCFA, contre un déficit plus prononcé de 1 581,5 de FCFA enregistré un an plus tôt.

En lien avec le dynamisme de l'activité économique, le nombre de salariés dans l'emploi formel croît de 6,5% à fin octobre 2021, en glissement annuel, porté à la fois par les secteurs privé et public.

En ce qui concerne le commerce extérieur spécial et hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 18,0% et 22,6%. Le solde commercial enregistre un excédent de 420,0 milliards de FCFA et les termes de l'échange s'améliorent.

La masse monétaire augmente à fin octobre 2021, en glissement annuel, grâce principalement à la bonne tenue des créances sur l'économie (+12,1%) et des actifs extérieurs nets (+ 65,5%). Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite se raffermissent respectivement de 26,6% et de 52,1%, en glissement annuel, au mois d'octobre 2021.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale poursuit sa reprise amorcée depuis le début de l'année, en dépit de la persistance de la pandémie à coronavirus. L'activité est soutenue par la

progression de la vaccination, la réouverture des économies, ainsi que par le maintien de conditions financières

globalement favorables et d'un soutien budgétaire.

Cependant, la relance de l'économie mondiale est confrontée à des contraintes d'approvisionnement. En effet, les chaînes de production restent perturbées dans les pays d'Asie, en raison de l'incidence encore élevée de la Covid-19. Cette situation dans ces pays qui sont d'importants fournisseurs en biens intermédiaires et produits finis ne permet pas de satisfaire la demande en forte reprise, principalement dans les pays avancés. En outre, la vigueur de la demande mondiale en produits énergétiques induite par la reprise économique et la faiblesse des stocks de gaz naturel dans les pays avancés occasionnent des tensions sur leurs prix.

Ainsi, en lien avec l'insuffisance de l'offre de même que le renchérissement du prix de l'énergie et du coût du fret, des pressions inflationnistes sont enregistrées dans la plupart des économies.

Au troisième trimestre 2021, la reprise économique s'est essoufflée dans un certain nombre de pays, affectée notamment par le variant Delta du coronavirus. Selon les premières estimations, les progressions, en rythme trimestriel, des PIB des États-Unis (+0,5% après +1,6% au deuxième trimestre), du Royaume-Uni (+1,3% après +5,5% au deuxième trimestre), de la Chine (+0,2% après +1,2% au deuxième trimestre) ont décéléré. Au Japon le PIB a reculé de 0,9% après une augmentation de 0,5% le trimestre précédent.

Par contre, la Zone Euro a maintenu l'accroissement de son PIB à 2,2% et les PIB de l'Inde (+12,7% après -11,6 le trimestre précédent) et du Brésil (+0,1% après -0,3% au deuxième trimestre) se sont redressés

après avoir fléchi au deuxième trimestre 2021.

Dans ce contexte, pour l'année 2021, le Fonds Monétaire International (FMI), dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du mois d'octobre 2021, a révisé sa prévision de croissance mondiale à +5,9% soit 0,1 point de pourcentage de moins que dans la mise à jour de juillet 2021.

Cependant le durcissement des mesures de lutte contre la Covid-19 dans un grand nombre de pays, en lien avec l'apparition du variant Omicron du coronavirus, menace les perspectives.

Concernant les prix à la consommation, leur accroissement en glissement annuel s'accroît au mois d'octobre 2021, aux États-Unis (+6,2% après +5,4% au mois de septembre 2021) et en Zone Euro (+4,1% après +3,4% en septembre).

Le **marché des matières premières** enregistre une évolution favorable. Au mois d'octobre 2021 et en variation mensuelle, le cours du cacao s'accroît de 0,4% préservant sa tendance haussière après le creux enregistré au mois de juillet 2021. Il en est de même des cours du caoutchouc et du coton qui augmentent respectivement de 6,0% et 13,2%, conservant leur tendance haussière observée depuis le mois d'avril 2020. Aussi, les cours du café (+6,8%), de l'huile de palme (+12,2%) et du sucre (+1,6%) croissent. S'agissant du cours du pétrole brut, il s'accélère en moyenne au mois d'octobre 2021 (+12,1% après +5,1% le mois dernier), en raison du regain de la demande mondiale. A l'inverse, le cours de l'or régresse de 0,1%.

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2021 et en glissement annuel, les cours du pétrole brut (+69,6%), du cacao

(+2,8%), du coton (+37,4%), du caoutchouc (+28,7%), de l'huile de palme (+66,5%), du café (+32,3%), du sucre (+40,1%) et de l'or (+2,7%) ressortent en augmentation.

Sur **le marché des changes**, au mois d'octobre 2021 et comparé au mois précédent, l'euro se déprécie par rapport au dollar US (-1,4%), à la livre sterling (-1,2%), au dollar canadien (-3,2%) et au yuan renminbi (-2,0%). Toutefois, la monnaie européenne s'apprécie par rapport au yen (+1,2%) et au rand sud-africain (+0,5%).

Au niveau national, l'activité économique tire profit de l'amélioration de l'environnement des affaires consécutive à l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, de l'exécution des grands projets d'infrastructures publics ainsi que de la poursuite des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages.

L'embellie du climat des affaires est confirmée par la hausse de 9,6% de l'indicateur du climat des affaires, en moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2021, comparé à la même période de l'année précédente.

La mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) a permis d'enregistrer au niveau de l'exécution des fonds d'appui un décaissement de 27,953 milliards de FCFA sur les dix premiers mois de l'année 2021, au profit de (i) trente-neuf (39) grandes entreprises, (ii) cent cinquante-deux (152) Petites et Moyennes Entreprises, (iii) trente-huit mille six cent trente-sept (38 637) acteurs du secteur informel, (iv) soixante-huit mille deux cent soixante-seize (68 276) ménages vulnérables et (v) mille sept cent vingt-sept (1 727)

travailleurs en situation de chômage technique du fait de la Covid-19.

Par ailleurs, en vue d'accroître l'accès au financement des PME, le Gouvernement ivoirien a signé, le 08 octobre 2021, une convention avec la Société Financière Internationale dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Afrileasing », qui vise à créer un environnement des affaires favorable au développement du crédit-bail.

En outre, la Côte d'Ivoire a signé avec la France, le 27 octobre 2021, le troisième contrat de désendettement et de développement (C2D) pour un montant de 751 milliards de FCFA sur la période 2021-2025. Ce montant devrait permettre de financer divers projets notamment dans les secteurs de l'éducation, la formation, la santé, l'emploi, l'agriculture et le développement urbain. A ce propos, une première convention a été signée, le 29 novembre 2021, pour le financement du Projet d'Aménagement des Quartiers Restaurés d'Abidjan (PAQRA) pour un montant de 32,8 milliards de FCFA en vue de (i) renforcer l'accès de 300 000 personnes aux services urbains essentiels et aux équipements sociaux collectifs de proximité, (ii) réduire les risques d'inondation et (iii) améliorer la salubrité des quartiers.

Ces actions sociales s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du second Programme Social du Gouvernement (PsGouv2) qui couvre la période 2022-2024.

En ce qui concerne, la compétitivité de l'économie ivoirienne, elle s'améliore au troisième trimestre 2021, après des pertes de compétitivité consécutives sur les huit (8) trimestres précédents. Cette embellie découle de la contraction du Taux de

Change Effectif Réel (TCER) se de 1,31%, en rythme trimestriel.

Cependant, en moyenne sur les trois premiers trimestres et comparativement à la période correspondante de l'année précédente, une perte de compétitivité est

enregistrée par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. En effet, sur la période sous revue, le TCER s'est apprécié de 3,7%, sous l'effet d'une hausse du Taux de Change Effectif Nominal de 4,2%, en dépit d'un repli du différentiel des prix de 0,5%.

Réalisations sur les dix premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Dans le secteur réel, l'agriculture d'exportation, l'activité industrielle ainsi que les activités du tertiaire continuent d'enregistrer une évolution positive. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP accuse une baisse.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire est marqué par une production globalement à la hausse dans **l'agriculture d'exportation**, provenant de l'accroissement des productions de noix de cajou (+20,6%), de coton graine (+14,5%), de banane dessert (+5,8%), d'ananas (+18,1%), de cacao fèves (+17,4% à fin septembre 2021) et de régimes de palme (+9,9% à fin août 2021). Par contre, les productions de sucre (-16,1%) et de café (-42,5% à fin septembre 2021) se contractent.

La **noix de cajou** bénéficie du renforcement des pratiques agricoles et de la mise en production des plants de cajou à haut rendement et de la normalisation de la commercialisation après les perturbations enregistrées en 2020. Par ailleurs, le taux de transformation locale s'améliore atteignant 14,1% sur la période sous revue contre 12,1% un an plus tôt.

La production de **cacao fèves** profite des conditions météorologiques favorables et de l'entrée en production des nouvelles variétés de cacao à haut rendement. Cependant, la maladie du cacao le swollen shoot constitue toujours une menace. Pour éradiquer ce mal, la destruction de 70 000 hectares de cacao sera nécessaire dans les deux ans à venir. Pour la campagne principale 2021-2022 qui a démarré le 1^{er} octobre 2021, le prix bord champ est fixé à 825 FCFA/Kg contre 1 000 FCFA/Kg à la campagne principale 2020-2021.

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	10 premiers mois 2020	10 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	1 011 788,7	1 188 171,4	17,4
Café*	82 323,7	47 350,0	-42,5
Noix de cajou	803 119,0	968 676,0	20,6
Ananas	52 542,1	62 043,6	18,1
Banane dessert	409 582,4	433 535,6	5,8
Coton graine	368 026,2	421 382,2	14,5
Régime de palme**	1 848 041,7	2 031 129,0	9,9
Sucre	114 036,4	101 296,5	-16,1

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin septembre 2021

**Donnée à fin août 2021

La production de **coton graine** bénéficie de la distribution de semences améliorées, de la réduction des prix des intrants ainsi que de l'accroissement des surfaces cultivées et du nombre de producteurs. La campagne

2020-2021 s'est achevée à fin septembre 2021 avec une production en augmentation de 14,1%. La campagne 2021/2022 qui a débuté en octobre 2021 devrait évoluer dans la même dynamique que la précédente.

S'agissant des *filières fruitières*, elles restent sur une bonne dynamique grâce à l'amélioration de leurs organisations respectives et à l'installation des nouvelles usines de transformation de fruits et légumes dans le cadre de la promotion de la transformation locale. Ainsi, avec l'installation de nouvelles usines de production de jus, la filière **ananas** bénéficie de nouveaux débouchés et est moins exposée aux difficultés de commercialisation sur le marché de l'Union Européenne où était vendue la grande partie de la production locale. Quant à la filière de la **banane dessert**, elle tire profit du développement des plantations industrielles soutenu par les investissements étrangers.

La filière **café** reste affectée par le vieillissement des vergers et la faiblesse des prix qui fait baisser l'engouement des producteurs pour cette spéculation au profit d'autres cultures pérennes. Pour la nouvelle campagne, le prix bord champ a été fixé à 700 FCFA/Kg, en hausse de 150 FCFA/Kg par rapport à la campagne précédente.

En ce qui concerne la **production vivrière**, elle devrait s'afficher en repli sur l'année 2021, au regard des tensions persistantes sur le prix à la consommation.

1.2 Secteur secondaire

Au mois de septembre 2021, l'**Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)** en volume fléchit de 3,1%, après

s'être maintenu en hausse de février à août 2021. Cette baisse provient de la forte contraction des « industries extractives » (-26,7%) dont l'impact a été amoindri par la hausse de la production des « industries manufacturières » (+1,4%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+6,4%).

Ainsi, au terme des neuf premiers mois de l'année 2021, l'IHPI augmente de 5,4%, après une hausse de 5,9% à fin août 2021. L'accroissement est porté par le dynamisme à la fois des productions en volume des « industries manufacturières » (+7,2%), des « industries extractives » (+2,2%), des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+1,1%) et des « industries environnementales » (+7,7%).

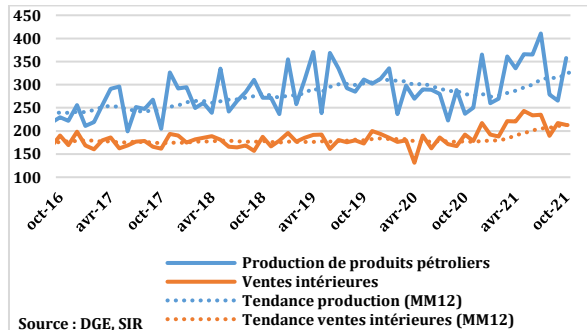
Les **industries manufacturières** bénéficient de l'augmentation de la production en volume des divisions « fabrication de boissons » (+17,6%), « activités de fabrication de textiles » (+20,1%), « imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+25,1%), « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+10,0%), « fabrication de produits chimiques » (+27,4%), « travail de caoutchouc et du plastique » (+18,1%), « fabrication de matériaux minéraux » (+5,9%), « métallurgie » (+13,4%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (+4,8%) et « fabrication de meubles et matelas » (+26,2%).

Seule la production de la division « fabrication de produits alimentaires » recule de 8,4%.

Dans la division « raffinage pétrolier, cokéfaction », la production de produits pétroliers, à fin octobre 2021, augmente de

19,0% sous l'effet de la bonne santé de la demande intérieure de produits pétroliers (+23,6%) tandis que les exportations enregistrent un repli de 0,4% en volume.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



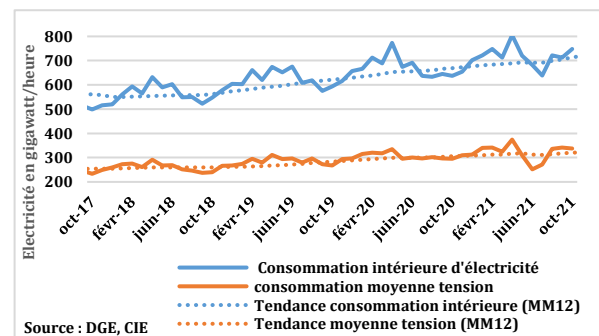
La production en volume des « **industries extractives** », s'accroît grâce à la bonne tenue des divisions « extraction de minerais métalliques » (+4,3%) et « autres activités extractives » (+9,2%), amoindrie par la contraction de la division « extraction d'hydrocarbures » (-4,2%) à fin septembre 2020.

A fin octobre 2021, dans la division « extraction de minerais métalliques », les productions d'or et de nickel augmentent respectivement de 5,7% et 26,1% tandis que la production de manganèse baisse de 29,8%. Quant à la division « extraction d'hydrocarbures », elle pâtit du repli de la quantité produite de pétrole brut (-19,2%) dû à la dégradation du rendement de l'ensemble des blocs. Par contre, elle enregistre un accroissement de la production de gaz (+8,2%), sous l'effet de la vigueur de la demande des centrales thermiques.

S'agissant des « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production en volume augmente de 1,1% après une baisse de 4,1% en août. Elle tire avantage de la consolidation du redressement de la production d'électricité qui ressort en augmentation de 1,4%

contre +0,4% à fin août. Ce redressement s'explique essentiellement par la décélération de la baisse de la production de source hydraulique qui s'affiche à -21,5% après des baisses de 24,9% à fin septembre et de 26,8% à fin août pendant que la production de source thermique (+11,0%) continue d'évoluer favorablement. La production de source hydraulique souffre du faible niveau dans les retenues d'eau des barrages hydroélectriques lié à la sécheresse survenue en fin d'année 2020 et au début de l'année 2021. La répartition de l'électricité produite s'est faite en faveur de la consommation intérieure avec une hausse des ventes de moyenne tension (+4,9%) et de basse tension (+8,1%), tandis que les exportations se tassent (-32,1%).

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



A fin septembre 2021, l'**indicateur avancé du BTP** connaît un reflux de 2,9% en lien avec une baisse de la consommation de bitume (-21,9%), de câbles et fils électriques (-2,3%) et de béton (-12,9%), atténuée par la hausse de la consommation de ciment (+4,3%), de tôles et bacs (+2,7%) et de sable (+104,8%). Cependant, l'accélération attendue des projets publics d'infrastructures au dernier trimestre de l'année devrait permettre un redressement du BTP.

1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire consolide la reprise amorcée au deuxième trimestre 2020. Il est marqué, sur la période sous revue par le dynamisme des différentes composantes.

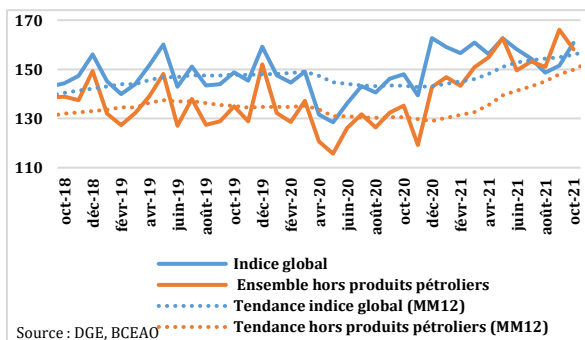
Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du secteur tertiaire

	10 mois 2019	10 mois 2020	10 mois 2021	Variation
ICA commerce de détails	147,1	141,5	156,9	10,9%
Trafic global maritime - en milliers de tonnes	25 763	24 869	28 595	15,0%
Total voyageurs aérien	1 711 487	663 714	1 221 242	84,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	857 039	790 937	831 223	5,1%

Source: DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP

Dans le **commerce de détail**, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) poursuit sa tendance haussière et enregistre à fin octobre une progression de 10,9% après la hausse de 10,7% à fin septembre 2021, en lien avec l'accroissement des ventes dans l'ensemble des branches.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Source : DGE, BCEAO

Les ventes de « produits de l'alimentation » augmentent de 18,1% à fin octobre 2021. Il en est de même dans les branches « produits d'équipement de logement » et « articles d'équipement de la personne » qui enregistrent une hausse des ventes de 17,0% et 18,3% respectivement.

Au niveau des produits pétroliers, les ventes se tassent à +0,1%. Cette évolution, dans un contexte de quasi-stabilité des prix à la pompe, traduit une faible hausse des

quantités vendues, ce qui est en contradiction avec la vigueur de la demande intérieure (+23,6%) adressée à la Société Ivoirienne de Raffinage. Cette situation pourrait s'expliquer par l'implantation de nouvelles chaînes de distribution des carburants « gasoil » et « super » au détail ne faisant pas partie de l'échantillon servant de base au calcul de l'ICA du commerce de détail. Hors produits pétroliers, l'ICA du commerce de détail s'accroît de 19,5%.

Au niveau des transports, le trafic global de marchandises par voie **ferroviaire** augmente de 5,1% grâce à la vigueur des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, en dépit d'une baisse du trafic intérieur de 15,2%.

Le redressement du **transport aérien** se poursuit au regard du nombre de passagers commerciaux qui s'accroît de 84,0% pour se situer à 1 221 242. Cependant ce niveau reste inférieur à ceux atteints avant la pandémie qui étaient de 1 628 367 à fin octobre 2018 et de 1 711 487 sur la même période de 2019.

Dans le **transport maritime**, le trafic global de marchandises enregistre une croissance soutenue par la vigueur des activités dans les deux ports, malgré une légère décélération observée. En effet, le trafic global progresse de 15,0% à fin octobre 2021 après s'être accru de 17,1% sur les trois premiers trimestres de l'année.

Au port d'Abidjan, le trafic global de marchandises progresse de 13,0% par rapport à la période correspondante de 2020 pour s'élever à 23 677 180 tonnes. Ce dynamisme est porté par le trafic national (+12,4%) et le transit (+21,1%) tandis que le transbordement (+0,4%) augmente modérément.

Au port de San Pedro, le trafic global de marchandises s'accroît de 25,3% pour se situer à 4 917 730 tonnes sous l'effet conjugué de la hausse du trafic hors transbordement (+32,4%) et du recul des activités de transbordement (-6,2%).

Dans la **télécommunication**, le chiffre d'affaires, le nombre d'abonnements, le trafic voix et le trafic internet continuent de progresser. Seul le trafic SMS connaît un retrait.

À fin octobre 2021, **le nombre total de minutes d'appel** affiche une hausse de 14,1%, en légère décélération, toutefois, comparée à l'augmentation de 14,5% enregistrée à fin septembre 2021. La progression est portée à la fois par la téléphonie mobile (+14,5%) et la téléphonie fixe (+15,2%). Quant au volume du trafic internet, il se bonifie de 49,4% après un accroissement de 43,5% à fin septembre 2021, du fait de la vulgarisation du télétravail et de l'essor des visioconférences. À contrario, le **nombre de SMS** continue de reculer (-36,6% à fin octobre après une baisse de 35,4% à fin septembre).

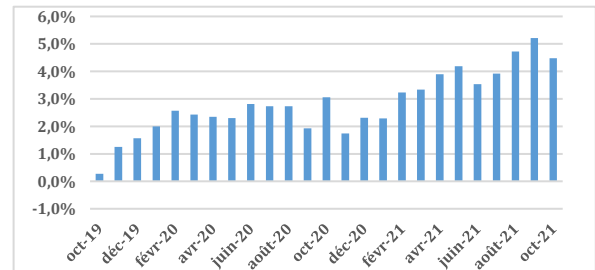
Le **chiffre d'affaires** des télécommunications progresse de 6,9% après une hausse de 7,3% enregistrée au cours des trois premiers trimestres. Ce dynamisme est imputable à la hausse du chiffre d'affaires de la téléphonie mobile (+7,2%) et de l'internet fixe (+20,7%), en dépit de la contraction enregistrée au niveau de la téléphonie fixe (-5,6%). Le nombre total d'abonnements s'accroît, quant à lui, de 10,0%.

1.4 Prix à la consommation

Au mois d'octobre 2021, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

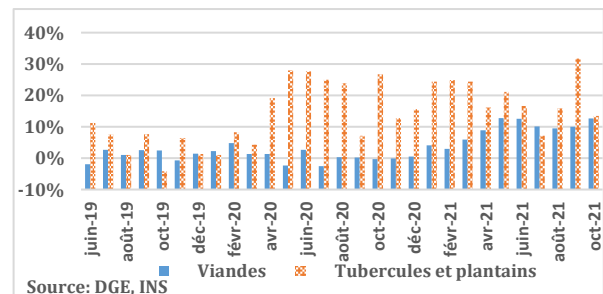
(IHPC) ressort en hausse de 4,5% en glissement annuel, après avoir progressé de 5,2% au mois de septembre 2021 et 4,7% au mois d'août 2021.

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Cette légère détente de la pression inflationniste a été favorisée par la décélération conjointe du rythme de progression des prix des produits comestibles (+8,6% après +10,2% au mois de septembre 2021) et des produits non comestibles (+2,5% après +2,9% au mois de septembre 2021).

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel

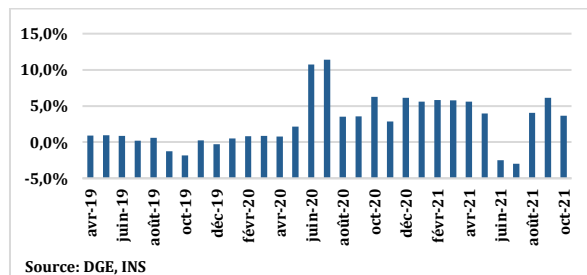


Le ralentissement de l'accroissement des prix des produits comestibles est imputable aux « tubercules et plantains » (+13,5% après +31,7% en septembre 2021), aux « légumes frais » (+7,0% après +14,7% en septembre 2021), aux fruits (-1,9% après +5,2% en septembre 2021) et aux « lait-fromage-œuf » (+1,1% après +2,5% en septembre 2021).

Concernant les prix des produits non comestibles, ils décélèrent, portés par les fonctions « meuble, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,1% après

+3,2% en septembre 2021), « transports » (+2,6% après +4,4% en septembre 2021), « enseignement » (+1,6% après +3,9% en septembre 2021), ainsi que « loisirs et culture » (-1,2% après 1,0% en septembre 2021).

Graphique 6 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel



La hausse des prix au mois d'octobre reste plus locale (+5,5%) qu'importée (+0,6%).

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année en cours, l'IHPC s'accroît de 3,9% en glissement annuel, après une augmentation de 3,8% sur les trois premiers trimestres 2021. La progression des prix provient principalement de ceux des produits comestibles de 6,6%. Quant aux prix des produits non comestibles, ils augmentent plus modérément de 2,6%.

Les prix des produits comestibles augmentent principalement sous l'effet de ceux des « tubercules et plantains » (+19,0%), des viandes (+8,9%), des poissons (+8,7%), des « légumes frais » (+3,7%) et des « céréales non transformées » (+3,4%). Ces prix sont affectés par la faiblesse de l'offre en lien avec la baisse de la production locale, la perturbation de l'activité d'élevage et de la production maraîchère dans les pays sahéliens due à la crise ainsi que la flambée du fret maritime.

En termes d'origine, les prix des produits locaux se sont renforcés de 4,5% tandis que

ceux des produits importés n'ont progressé que de 1,1% sur la période sous revue.

Par ailleurs, le taux d'inflation, mesurant l'évolution de l'indice général des prix à la consommation en moyenne sur les douze derniers mois comparativement aux douze mois précédents, s'établit à +3,6% à fin octobre 2021 contre +3,5% à fin septembre 2021, au-dessus du plafond de +3,0% de la norme communautaire.

1.5 Emploi

À fin octobre 2021, le secteur formel compte 1 177 552 salariés, en hausse de 6,5% en glissement annuel.

Dans le secteur privé, le nombre de salariés s'accroît de 6,5% en glissement annuel pour se fixer à 919 340. Toutefois, les nouvelles immatriculations enregistrées sur les dix premiers mois de l'année 2021, sont en retrait de 1,2% par rapport à la période correspondante de 2020. Les secteurs ayant enregistré le plus grand nombre d'immatriculations sont le commerce (34,6%), l'industrie manufacturière (18,4%) et le BTP (13,0%).

Au niveau du secteur public, le nombre de fonctionnaires en activité s'élève à 258 212 à fin octobre 2021, en augmentation de 6,5% sur un an. En ce qui concerne le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) sur la période sous revue, il recule de 4,4% par rapport à la même période de 2020. Les recrutements sont orientés en priorité vers les ministères en charge de l'éducation (+50,3%) et de la santé (+14,7%).

2 FINANCES PUBLIQUES

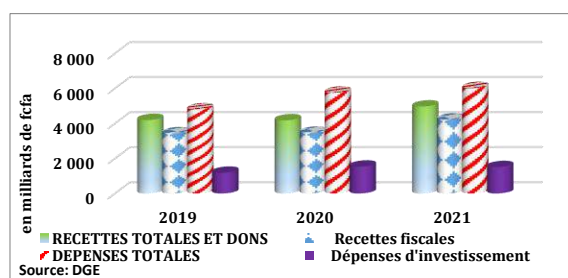
La situation des finances publiques est caractérisée par accroissement de 18,9% des recettes totales et dons pour se situer à

4 966,3 milliards. Cette progression est essentiellement attribuable aux recettes fiscales (+753,2 milliards ; +21,7%) et aux recettes non fiscales (+143,3 milliards ; +26,5%).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est attribuable aux taxes hors produits pétroliers (+231,4 milliards), aux BIC hors pétrole (+132,4 milliards), aux autres taxes indirectes (+96,1 milliards) et à la TVA (+87,3 milliards).

Les recettes non fiscales progressent tirées principalement par une augmentation des cotisations de sécurités sociales (+112,5 milliards ; +27,5%), notamment la CNPS (+104,1 milliards ; +51,8%).

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin août



Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 6 019,5 milliards, en hausse de 260,7 milliards (+4,5%). Cette hausse est essentiellement liée à l'accroissement des subventions et autres transferts (+136,1 milliards ; +26,9%) et des intérêts sur la dette (+103,6 milliards ; +19,1%).

Les autres postes de dépenses ressortent en progression, excepté les dépenses d'investissement et de sécurité qui reculent respectivement de 26,2 milliards (-1,7%) et 20,8 milliards (-13,8%). La baisse des dépenses d'investissement est moins prononcée que celle de 7,3% (-97,0 milliards) enregistré à fin septembre 2021.

Le retrait des dépenses de sécurité s'explique par les dépenses supplémentaires effectuées par le Gouvernement en 2020, en raison du climat délétère autour des élections présidentielles et des attaques de djihadistes à Kafolo dans le nord du pays.

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 1 053,2 milliards. Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours aussi bien au marché sous régional qu'au marché international pour un montant de 2 678,7 milliards. S'agissant du marché sous régional, il a été mobilisé 2 070,3 milliards répartis entre 854,5 milliards de bons du trésor (dont 603,2 milliards de bons de trésorerie), 528,7 milliards d'emprunts obligataires et 687,1 milliards d'obligations du trésor. Par ailleurs, 608,4 milliards ont été mobilisés sur le marché international à travers des eurobonds.

3 COMMERCE EXTERIEUR

A fin octobre 2021, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 18,0% et 22,6%.

Les exportations sont soutenues par les ventes en valeur des produits primaires (+22,8%), des produits transformés (+15,1%) et des produits miniers (+11,4%). Les produits qui tiennent cette bonne orientation sont essentiellement le cacao fèves (+19,9%), le caoutchouc naturel (+42,0%), le coton masse (+77,0%), les « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+27,7%), l'huile de palme (+63,5%), l'or brut (+11,7%) et le pétrole brut (+22,6%).

S'agissant des importations, elles sont portées par l'accroissement des achats de biens de consommation (+28,7%), de biens intermédiaires (+16,6%) et de biens d'équipement (+17,2%). Ces achats concernent précisément les « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+70,1%), les « véhicules de tourisme » (+69,6%), de « poissons frais » (+22,1%), le « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+41,0%), le clinker (+54,3%), les « machines mécaniques » (+20,7%) et les « matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme » (+40,1%).

Il découle de ces évolutions un excédent commercial hors biens exceptionnels de 420,0 milliards contre 551,3 milliards à fin octobre 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 2,2%, sous l'effet d'une hausse des prix à l'exportation (+5,4%) supérieure à celle des prix à l'importation (+3,1%).

4 SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

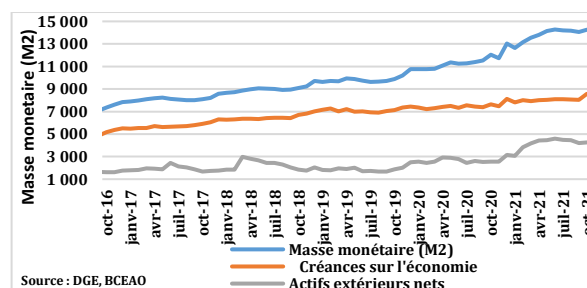
La situation monétaire continue de bénéficier de l'orientation accommodante de la politique monétaire mise en œuvre dans la zone UEMOA depuis le début de la crise sanitaire. Au niveau des activités boursières, les principaux indices de référence poursuivent leur redressement.

4.1 Situation monétaire

Les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques et des Etats mises en œuvre, en vue de soutenir les plans de relance économique des Etats de l'Union et les activités du secteur privé, ont entraîné le raffermissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 18,5% (+2 228,7 milliards).

Cette progression de la masse monétaire provient de celles des actifs extérieurs nets (+65,5% ; +1 680,4 milliards), des créances nettes sur l'Administration Centrale (+2,8%, +108,4 milliards) et des créances sur l'économie (+12,1% ; +926,3 milliards). Les actifs extérieurs nets sont portés notamment par la mobilisation de financements extérieurs.

Graphique 8 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



Concernant la situation des banques au terme des dix premiers mois de l'année 2021, elle est caractérisée par une hausse de 14,9% (+692,0 milliards) du montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits comparativement à la même période de 2020. Cette évolution est en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux « Entreprises individuelles » (+560,2 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+246,5 milliards), aux « Autres sociétés » (+223,5 milliards), aux « Personnels des banques » (+32,3 milliards) ainsi qu'aux « Clients divers » (+17,9 milliards). En revanche, les crédits octroyés aux « Particuliers » (-326,0 milliards), aux « Assurances et caisses de retraite » (-31,8 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-22,9 milliards) et à la « Clientèle financière » (-9,2 milliards) se contractent.

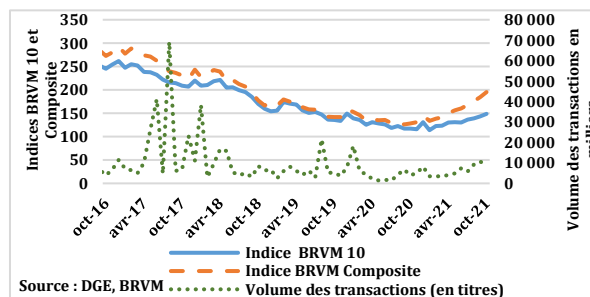
Par ailleurs sur la période sous revue, le taux d'intérêt moyen se situe à 6,0% en baisse de 0,5 point de pourcentage par

rapport à son niveau moyen à la période correspondante de 2020.

4.2 Marché boursier

Le marché boursier est dominé par des séances de corrections à la hausse. Ainsi, les indices boursiers poursuivent leurs redressements amorcés au mois de février 2021 après avoir enregistré une tendance baissière de 2016 à janvier 2021.

Graphique 9 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Ainsi, au mois d'octobre 2021, les indicateurs de référence de l'activité boursière que sont les indices BRVM 10 et BRVM composite se raffermissent respectivement de 26,6% et de 52,1%, comparés à leur niveau du mois d'octobre 2020. Les secteurs à l'origine de ces fortes hausses sont entre autres l'agriculture (+237,4%), l'industrie (+204,6%) et la distribution (+110,8%).

La capitalisation boursière se renforce également de 36,3% à fin octobre 2021, en glissement annuel, soutenue à la fois par le marché des actions (+52,3%) et celui des obligations (+25,4%).

Par ailleurs, la place financière régionale enregistre un PER¹ moyen de 13,38. La liquidité du marché, quant à elle, poursuit son amélioration et s'établit à 307,10%.

En moyenne sur les dix premiers mois de 2021, l'indice BRVM 10 augmente de 4,4% tandis que l'indice BRVM composite ressort

en forte hausse de 18,4%, en glissement annuel. La progression de ces indices boursiers provient de la hausse des cours dans la quasi-totalité des secteurs des entreprises cotées, mais à des degrés divers. Les secteurs de l'agriculture (+122,8%) et de l'industrie (+95,1%) marquent les plus forts accroissements suivis de la distribution (+23,8%), du transport (+17,9%), des finances (+13,8%) et des services publics (+5,5%).

En conclusion, l'économie ivoirienne enregistre une évolution globalement favorable au terme des dix premiers mois de l'année 2021. En effet, dans le secteur primaire, l'agriculture industrielle et d'exportation reste bien orientée. Il en est de même du tertiaire qui consolide son redressement stimulé par l'allègement des mesures sanitaires. Dans le secteur secondaire, la production industrielle se maintient en hausse, malgré une contraction au mois de septembre 2021, en glissement annuel. Quant à l'indicateur avancé du BTP, il s'affiche en repli.

L'exécution budgétaire est marquée par un amoindrissement du repli des dépenses d'investissement publics et un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales. En ce qui concerne le financement bancaire de l'économie, il reste soutenu,

Cependant, le pouvoir d'achat des ménages reste érodé par le maintien des tensions sur les prix à la consommation. Par ailleurs, le durcissement des mesures de lutte contre la Covid-19 dans un grand nombre de pays, en lien avec l'apparition du variant Omicron, pourrait accentuer la pression sur les chaînes d'approvisionnement et affecter les perspectives économiques.

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	oct.-20	avril.-21	mai.-21	juin.-21	juil.-21	août.-21	sept.-21	oct.-21	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-32,7%	250,3%	133,0%	81,6%	73,8%	58,3%	82,2%	107,7%	69,6%
Cours du cacao	-5,9%	4,3%	4,2%	6,2%	10,7%	5,8%	4,1%	12,0%	2,8%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,5%	10,3%	11,4%	7,0%	3,1%	-0,5%	-0,2%	-1,5%	5,6%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	nd	nd	nd	29,4%	nd	nd	-2,8%	nd	nc ²
Café (données trimestrielles)	nd	nd	nd	15,9%	nd	nd	221,0%	nd	nc
Coton	nd	134,7%	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nc
Anacarde	1281,6%	49,3%	-29,7%	-24,5%	-61,7%	-75,4%	-62,2%	-100,0%	20,6%
Secondaire									
IHPI global	2,5%	11,6%	13,2%	8,5%	14,2%	9,7%	-3,1%	nd	nc
IHPI hors extraction	1,3%	10,9%	9,9%	8,4%	17,2%	10,7%	2,4%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	0,1%	12,8%	15,3%	11,6%	20,8%	12,2%	1,4%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	3,4%	2,3%	-9,6%	-5,3%	2,5%	4,5%	6,4%	nd	nc
BTP	-18,13%	-9,2%	-8,3%	11,1%	-16,7%	-1,2%	-4,4%	nd	nc
Production d'électricité	9,6%	2,3%	-11,0%	-5,6%	3,5%	4,6%	6,5%	5,8%	0,9%
Production de produits pétroliers	-23,9%	24,1%	26,3%	26,5%	46,7%	25,2%	-7,9%	50,8%	16,0%
Pétrole brut	-10,7%	-12,1%	-6,3%	-5,9%	-2,8%	-26,0%	-36,7%	-27,1%	-19,2%
Gaz naturel	13,1%	7,4%	6,8%	13,9%	24,0%	11,7%	7,0%	8,3%	8,2%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-0,6%	18,8%	26,5%	16,1%	7,8%	5,8%	3,7%	8,7%	10,9%
Trafic global maritime	5,2%	36,7%	11,3%	26,4%	18,0%	11,8%	26,4%	-2,5%	15,0%
Total voyageurs aérien	-52,3%	6829,6%	4140,8%	3153,7%	391,5%	159,6%	99,3%	77,6%	84,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	9,4%	6,6%	-5,5%	33,2%	14,5%	11,0%	-18,1%	-13,3%	5,1%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	14,0%	7,8%	12,0%	-26,8%	16,7%	2,3%	4,8%	-14,1%	3,7%
Importation en quantité	31,4%	13,7%	55,1%	27,1%	46,6%	-16,0%	18,7%	12,4%	16,5%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	2,6%	51,6%	12,8%	5,8%	28,5%	32,6%	18,4%	9,1%	18,0%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	5,4%	0,4%	53,1%	56,0%	32,5%	15,0%	41,4%	35,9%	22,6%
Solde commercial (en milliards CFA)	22,24	218,52	-202,17	-42,01	-348,60	23,92	-17,17	-109,94	420,07
Financement									
Masse Monétaire (M2)	21,9%	24,5%	24,6%	26,8%	25,8%	24,3%	21,9%	18,5%	18,5%
Actifs Extérieurs Nets	37,1%	50,6%	53,5%	65,1%	84,2%	70,1%	66,3%	65,5%	65,5%
Créances intérieures	15,3%	13,4%	15,5%	15,7%	16,0%	13,3%	11,9%	9,0%	9,0%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	36,1%	27,2%	37,0%	28,2%	38,0%	24,2%	18,1%	2,8%	2,8%
Créances sur l'économie BRVM composite	7,1%	7,8%	7,1%	10,3%	7,4%	8,4%	8,9%	12,1%	12,1%
BRVM composite	-9,6%	9,9%	15,8%	17,8%	30,8%	35,0%	45,7%	52,1%	18,4%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	9,5%	21,2%	58,1%	33,0%	12,7%	24,2%	16,7%	-7,3%	18,9%
Dépenses totales & Prêts nets	47,8%	35,4%	6,1%	-18,3%	1,2%	7,9%	-10,4%	8,4%	4,5%
Investissement public	178,3%	132,6%	-35,0%	-40,1%	-12,6%	31,1%	-9,7%	35,3%	-1,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-199,6	-177,97	-58,42	-107,43	-120,46	-182,31	-20,61	-295,48	-1 053,2
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	3,1%	3,9%	4,2%	3,5%	3,9%	4,7%	5,2%	4,5%	3,9%
Indice des biens alimentaires	4,8%	5,2%	6,8%	5,9%	7,5%	8,5%	10,2%	8,6%	6,6%
IHPC hors biens alimentaires	2,2%	3,3%	2,9%	2,4%	2,2%	2,9%	2,9%	2,5%	2,6%
Emploi									
Salariés secteur formel	6,5%	8,0%	7,3%	6,8%	7,5%	6,3%	6,2%	6,5%	6,5%
Salariés secteur formel privé	6,0%	7,7%	6,9%	6,4%	7,3%	5,7%	5,9%	6,5%	6,5%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 17 décembre 2021

Date de validation : 17 décembre 2021

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.dppse@dge.gouv.ci

Tel : (+225) 2720200924/2720200925

² nc : non calculé